

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2025-01-31-00008

Arrêté préfectoral de mise en demeure et  
mesures d'urgence concernant l'installation  
classée pour la protection de l'environnement  
Syndicat Interdépartemental pour  
l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne  
(SIAAP) Seine Grésillons

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE et MESURES D'URGENCE  
concernant l'installation classée pour la protection de l'environnement  
Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne  
SIAAP Seine Grésillons  
TRIEL-SUR-SEINE (78510) 1 chemin de la Californie**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-20, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 (ICPE) autorisant le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine (78510), 1 chemin de la Californie ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 janvier 2025 faisant suite à l'inspection du 27 janvier 2025 du site exploité par le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) sur la commune de Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie ;

**VU** le courrier en date du 30 janvier 2025 à l'exploitant lui transmettant le projet d'arrêté de mise en demeure et mesures d'urgence pour observations éventuelles ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant en date du 31 janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 27 janvier 2025, l'inspection a constaté des écarts dans la prise de mesures permettant de prévenir la dissémination de billes de polystyrène hors site ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 27 janvier 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant utilise un des bassins de confinement du site (capacité de 890 m<sup>3</sup>) dédié aux eaux d'extinction incendie pour stocker les billes de polystyrène récupérées et qu'il en découle que la pleine capacité de rétention des eaux d'extinction requise n'est pas assurée ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.710.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'en date du 31 janvier 2025, l'exploitant a justifié que le bassin de confinement pré-cité a été vidé et est de nouveau opérationnel ;

**CONSIDÉRANT** que dès lors les dispositions de l'article 7.710.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisés est à nouveau respecté ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient en conséquence de faire application de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement et de mettre en demeure le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie de respecter les prescriptions des articles 2.1.1 et 7.710.1 de l'arrêté ministériel du 15 juin 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** le rejet en Seine de billes de polystyrène utilisées dans l'étape de pré dénitrification des eaux usées, l'absence de quantification du volume de billes rejetées, la présence de billes en surface du filtre incriminé empêchant la recherche des causes de l'accident et l'état des lieux des crépines concernées de ce filtre ;

**CONSIDÉRANT** le constat réalisé par l'inspection des installations classées du stockage de billes de polystyrène récupérées dans un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie du site ;

**CONSIDÉRANT** le constat réalisé par l'inspection des installations classées de l'absence de mesures prises pour éviter toute dispersion de la pollution sur le site ou dans les milieux environnants lors des manipulations de billes de polystyrène ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déployé, dès le 27 janvier, plusieurs personnes pour cheminer à pied sur tout le linéaire des berges de Seine de Triel sur Seine à Méricourt afin de récupérer les billes de polystyrène disséminées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant indique avoir isolé le filtre duquel les billes de polystyrène s'échappent, afin de plus permettre leur sortie ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de précision de l'exploitant sur la quantité de billes de polystyrène échappées, sur la durée encore possible de fuite des billes éventuellement présentes dans des équipements et des conduits menant à la Seine et sur les causes exactes de la défaillance ayant permis leur fuite ;

**CONSIDÉRANT** le constat de l'absence de rondes pour surveiller la présence de billes sur les surfaces des autres filtres encore en fonctionnement depuis la découverte de la fuite de billes de polystyrène ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de maintenance et de surveillance de l'état des crépines de l'ensemble des filtres du process de biofiltration ;

**CONSIDÉRANT** le constat d'une situation présentant des dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité ou l'environnement, conformément à l'article L.512-20 du code de l'environnement, il est proposé de fixer à l'exploitant du site SIAAP Seine Grésillons la réalisation de mesures d'urgence nécessaires à la gestion de la dissémination de billes de polystyrène sur site et hors site afin de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;



## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> – MISE EN DEMEURE

Le SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE (SIAAP) les Grésillons est mis en demeure, pour les installations qu'il exploite à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie, de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 **dans un délai de 24 heures** en mettant en place des mesures permettant de contenir et de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, en particulier les billes de polystyrène issues de l'équipement de biofiltration.

### ARTICLE 2 – MESURES D'URGENCE

Le SIAAP est tenu, pour son installation de Seine Grésillons à Triel-sur-Seine (78510) 1 chemin de la Californie de respecter les mesures d'urgence suivantes :

- 1) Mettre en place, **dans un délai de 48 heures**, tous les moyens nécessaires pour curer le site des billes de polystyrène et nettoyer puis réhabiliter les milieux environnants atteints (point de rejet en Seine, berges, zones humides, voies de circulation, terrains environnants, etc.). Le curage et le nettoyage doivent être réalisés en prenant toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes intervenant.

Les moyens nécessaires pour éviter toute dispersion des billes de polystyrène sur le site et dans son environnement doivent être positionnés aux endroits stratégiques afin d'éviter toute pollution notamment en Seine.

Ces moyens sont mis en place et maintenus aussi longtemps que la situation le nécessite. L'exploitant s'assure de l'efficacité des moyens en place pendant toute la durée de leur maintien en place. Il prend en particulier en compte le niveau et le débit de la Seine. L'exploitant réalise un suivi régulier de l'état de l'environnement et le transmet à l'inspection des installations classées. L'exploitant transmet un bilan des opérations mises en œuvre et l'ensemble des justifications d'efficacité de celles-ci. Il fournit à l'inspection des installations classées l'ensemble des justifications à l'appui de toute demande d'allègement ou d'arrêt des mesures de protection et de nettoyage spécifiquement mises en place dans le cadre de la gestion de la dispersion des billes de polystyrène.

- 2) Mettre en place des rondes quotidiennes de surveillance des autres filtres **dans un délai de 48h** pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Une procédure à transmettre à l'inspection détaille les points et les modalités de contrôle.
- 3) Transmettre à l'inspection des installations classées un état des lieux de la situation **dans un délai de 48h**. Cet état des lieux indique notamment la localisation des billes à l'extérieur du site, ainsi que dans le site et les réseaux (filtres, pompes, réseaux d'eau et d'air, stockage etc.), la quantité de billes présentes aux différents endroits.

L'exploitant actualise régulièrement les informations relatives à un éventuel impact sur la capacité épuratoire de l'installation. Cet état des lieux est mis à jour toutes les 48h et transmis à l'inspection des installations classées.

- 4) Transmettre à l'inspection des installations classées, **d'ici mardi 4 février 2025**, un plan de gestion cohérent avec l'état des lieux mentionné ci-dessus renseignant sur la situation de l'installation, des milieux environnants et des billes de polystyrène récupérées. Ce plan de gestion comporte une analyse de risque accidentel ou chronique concernant la récupération des billes de polystyrène, leur stockage et leur réutilisation. Le plan de gestion concerne également les eaux dans lesquelles les billes de polystyrène ont été stockées. L'exploitant propose dans le plan de gestion des mesures adéquates permettant de stocker les billes de polystyrène en toute sécurité. Il renseigne sur le devenir des billes récupérées. Il renseigne également sur les conditions de remise en route du filtre isolé suite à la fuite des billes. Ce plan de gestion est mis à jour dès que nécessaire et en tout état de cause au moins de manière hebdomadaire et transmis à l'inspection des installations classées.
- 5) Transmettre à l'inspection des installations classées les éléments de documentation du niveau de risque biologique associé aux billes de polystyrène échappées des installations de traitement par biofiltration (pour les différentes voies d'exposition possibles : cutanée, ingestion, inhalation, etc) afin de documenter les risques sanitaires pouvant impacter potentiellement les populations (en particulier promeneurs, riverains, usagers de la Seine, etc) et les risques pour la faune piscicole et proposer les mesures de prévention et précautions adéquates **dans un délai de 72 heures**.
- 6) Transmettre à l'inspection **dans un délai de 48 heures** une première version du rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'évènement, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. L'exploitant transmet sous le même délai une première version de fiche BARPI concernant cet évènement
- 7) Transmettre à l'inspection **dans un délai de 7 jours, puis de 15 jours** des versions complétées du rapport d'analyse précité ainsi que la fiche BARPI prenant en compte les données actualisées caractérisant la situation, le plan de gestion actualisé et l'analyse des causes et la définition des remèdes complétées ;
- 8) Transmettre à l'inspection des installations classées **dans un délai de 15 jours** la quantité totale de billes de polystyrène présentes (en m<sup>3</sup> et en tonne) sur le site en fonctionnement normal en faisant une distinction filtre par filtre le cas échéant ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à ces billes de polystyrène contenu dans les filtres Biostyr.  
L'exploitant se positionne sur l'application de l'article L.541-15-11 du code de l'environnement sur le site du SIAAP Grésillons ;

**ARTICLE 3 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 - PUBLICITÉ**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Triel-sur-Seine où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché dans les mairies pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Triel-sur-Seine dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

#### **ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 6 - EXÉCUTION**

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP).

Copie en sera adressée :

- au Secrétaire Général de la Préfecture,
- au Sous-Préfet de Saint Germain-en-Laye,
- au Maire de la commune de Triel sur Seine
- à la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des Transports d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 31 janvier 2025

Le Préfet,



**Frédéric ROSE**